



CLASSIQUES  
GARNIER

OLLENDORF (Franziska), « Certification privée pour la production de cacao durable et ses transformations locales. Aperçus depuis le Ghana », *Systèmes alimentaires / Food Systems*, n° 2, 2017, p. 103-112

DOI : [10.15122/isbn.978-2-406-07196-9.p.0103](https://doi.org/10.15122/isbn.978-2-406-07196-9.p.0103)

*La diffusion ou la divulgation de ce document et de son contenu via Internet ou tout autre moyen de communication ne sont pas autorisées hormis dans un cadre privé.*

© 2017. Classiques Garnier, Paris.  
Reproduction et traduction, même partielles, interdites.  
Tous droits réservés pour tous les pays.

OLLENDORF (Franziska), « Certification privée pour la production de cacao durable et ses transformations locales. Aperçus depuis le Ghana »

RÉSUMÉ – À partir d'un projet de certification d'UTZ au Ghana, l'article analyse les transformations du fonctionnement de la filière du cacao au niveau local. Le système de certification mis en place en partenariat privé-privé est efficace en termes d'accompagnement technique et de formation agricole et semble avoir un impact positif sur la productivité. Mais les conditions de vie des producteurs et leur position dans la filière ne sont pas améliorées de manière durable, on trouve plutôt des asymétries renforcées.

MOTS-CLÉS – Cacao, certification, gouvernance, développement durable, Ghana

OLLENDORF (Franziska), « Private sustainability certification and local transformations in cocoa production. Insights from Ghana »

ABSTRACT – Based on a UTZ certification project in Ghana, this article analyzes the transformations occurring in the functioning of the cacao sector at the local level. The certification system put in place using a private-private partnership is effective in terms of technical support and agricultural training and seems to have a positive impact on productivity. But the life circumstances of producers and their position in the sector are not improved in a sustainable way; rather, we find reinforced asymmetries.

KEYWORDS – Cacao, certification, governance, sustainable development, Ghana

# CERTIFICATION PRIVÉE POUR LA PRODUCTION DE CACAO DURABLE ET SES TRANSFORMATIONS LOCALES

Aperçus depuis le Ghana

Franziska OLLENDORF  
Université Toulouse – Jean Jaurès,  
UMR CNRS 5193 LISST –  
Dynamiques Rurales

## INTRODUCTION

En ce début de XXI<sup>e</sup> siècle, la durabilité de la production du cacao est confrontée à plusieurs risques : le réchauffement climatique qui montre déjà ses premiers effets dans les grands pays producteurs en Afrique ; le vieillissement tant des producteurs que des cacaotiers, ainsi que les faibles rendements des petits producteurs liés à leur pauvreté (Fountain et Hütz-Adams, 2015). Ces défis ont provoqué l'émergence de stratégies diverses visant à une « intensification durable » mises en œuvre par les acteurs publics nationaux et les entreprises transnationales dans la filière.

Au Ghana, le deuxième pays producteur de cacao au monde, la plupart des interventions privées se fait aujourd'hui dans le cadre de programmes de certification de production durable. En 2015, nous avons réalisé un travail de terrain sur les différentes formes de mise en œuvre des programmes de certification. Nous avons conduit 42 entretiens semi-directifs avec des représentants des secteurs public et privé de l'industrie du cacao au Ghana, et 48 avec des producteurs de cacao ciblés et non

ciblés d'un projet de certification d'UTZ<sup>1</sup>. Cette communication expose les résultats de cette étude et présente les acteurs et les mécanismes de ce projet. Nous décrivons aussi comment cette intervention permet aux entreprises transnationales (ETN) agro-industrielles d'intervenir directement sur la production au niveau local et discutons des effets sur l'organisation de la filière et le développement local.

### 1. LA FILIÈRE CACAO AU GHANA : LA CERTIFICATION UTZ COMME RÉPONSE AUX DÉFIS DE DURABILITÉ

Au Ghana, le cacao est un des piliers de l'économie (Kolavalli et Vigneri, 2011). Environ 750 000 producteurs (COCOBOD, 2014, p. 6) cultivent le cacao sur de petites exploitations de moins de cinq hectares et gagnent à peine 0,84 US\$ par jour en moyenne (Fountain et Hütz-Adams, 2015). Même si le Ghana est le deuxième producteur au monde de cacao de type ordinaire (*forastero*), la productivité n'y est pas très élevée (419,83kg/ha) (Fountain et Hütz-Adams, 2015).

Les causes de la pauvreté des planteurs sont multifactorielles et complexes. Elles résident tant dans la structure du marché international que dans les défis au niveau local. D'une part, les maigres marges de profit sont étroitement liées aux faibles prix internationaux et au système distributif des marges. En 2014, seulement 7 % environ du prix d'une tablette de chocolat sont redistribués aux millions de petits producteurs de cacao (Fountain et Hütz-Adams, 2015). D'autre part, la faible productivité des petits planteurs a aussi son importance. Les contraintes les plus répandues parmi les planteurs sont l'accès aux intrants, le manque d'infrastructure de transport, l'insuffisance de formation agricole professionnelle et la faible organisation entre les planteurs (*cf.* Fountain et Hütz-Adams, 2015).

Dans la dernière décennie, les ETN ont pris conscience de ces multiples risques socio-économiques au niveau local pour la durabilité du

---

1 UTZ est un programme de certification de durabilité pour le café, le cacao et le thé ; le nom viendrait de l'expression *Utz Kapez* qui signifie « bon café » en langue Maya.

futur flux de fèves et ont craint que les planteurs arrêtent la culture de cacao. Elles ont ainsi commencé à investir dans le développement local, souvent dans le cadre de leurs stratégies de responsabilité sociale des entreprises (RSE). À partir de 2010, la certification de production durable est devenue l'approche la plus employée. Actuellement, il existe quatre certifications dans la chaîne de valeur du cacao : Organic, Fairtrade, Rainforest Alliance et UTZ. Au Ghana, environ 20 % de la production totale est certifiée selon l'un des quatre standards. En 2014, avec 9,6 % de ce total, le label d'UTZ est le plus important (Cosbey, 2015, p. 12). Les quatre labels s'appuient sur deux objectifs communs : une meilleure durabilité de la production et l'amélioration des conditions de vie des planteurs.

## 2. CERTIFICATION ET TRANSFORMATIONS DANS LA FILIÈRE DU CACAO AU GHANA

### 2.1. LE RÔLE CLÉ DU COCOBOD ET LA NOUVELLE POSITION DES ENTREPRISES TRANSNATIONALES

L'environnement institutionnel de la filière du cacao au Ghana constitue un cas particulier. Contrairement aux autres pays producteurs en Afrique de l'Ouest, le Ghana a libéralisé le secteur seulement partiellement (Kolavalli et Vigneri, 2011). Une agence publique, le *Cocoa Marketing Board* (COCOBOD), placé sous la tutelle du ministère des Finances, est en charge de toute la réglementation de la filière. Il est responsable de la commercialisation sur le marché international, du contrôle de la qualité, de la production des semences et des plantes, de la réglementation des produits phytosanitaires, de la vulgarisation des pratiques agricoles et du soutien matériel aux producteurs (COCOBOD, 2017).

Ainsi, dans la filière cacao du Ghana, seule la commercialisation interne, c'est-à-dire l'achat des fèves aux planteurs, est libéralisée (Kolavalli et Vigneri, 2011). Ce sont des entreprises agréées (*Licensed Buying Companies*, LBC) qui achètent les fèves aux producteurs à un prix fixé annuellement et les vendent ensuite au COCOBOD. Le COCOBOD, chargé de la commercialisation externe après un contrôle de la qualité,

revend les fèves aux ETN de transformation, aux traders ou bien directement aux chocolatiers. Deux points clés sont importants dans le contexte des fèves ordinaires : 1) dans cet arrangement de la filière, les entreprises transnationales n'ont pas de contact direct avec les producteurs et leurs communautés car elles achètent les fèves au COCOBOD sans agir au niveau local ; 2) le COCOBOD est l'agent principal de la vulgarisation agricole mais est très limité en termes de ressources et ne peut atteindre les communautés éloignées qu'avec difficulté.

Au Ghana, avant le début des projets de certification, les activités des entreprises de transformation étaient limitées à l'achat des fèves au COCOBOD, au transport et à la transformation des fèves. Dans le cadre de la certification, elles conduisent maintenant des projets de stimulation de la productivité durable et agissent ainsi comme des nouveaux agents du développement local. Nous allons montrer comment ces démarches établissent une nouvelle forme de gouvernance de la filière avec un secteur privé qui joue un rôle plus important et s'imbrique de plus en plus dans les activités du COCOBOD.

## 2.2. FONCTIONNEMENT DES PROGRAMMES DE CERTIFICATION : LE CAS D'UN PROJET D'UTZ

Au Ghana, les projets de certification du cacao ont débuté à la fin des années 2000 quand les grands chocolatiers ont voulu répondre aux défis de la durabilité de la production de cacao et à la nouvelle demande des consommateurs d'un produit plus équitable. Les standards de durabilité – déjà appliqués dans d'autres cultures comme le café ou les fruits tropicaux – sont alors transférés à la culture du cacao.

En 2017, il y a cinq projets de certification d'UTZ dans la chaîne de valeur du cacao au Ghana. Celui que nous avons étudié a été lancé en 2011 et est conduit en partenariat privé-privé entre une ETN de transformation et une entreprise agréée (*Licensed Buying Companies*, LBC). Étant donné la structure particulière de la filière au Ghana, contrairement à celle de la Côte d'Ivoire, les ETN de transformation ne connaissent pas le contexte local puisque les achats sont faits par des LBC. Elles cherchent donc la coopération avec des acteurs possédant une bonne connaissance du terrain. Trois formes de coopération sont fréquentes pour la mise en place de projets de certification : l'utilisation des services du COCOBOD, la collaboration avec des ONG ou des organisations de

planteurs ou le partenariat avec des LBC, ce qui, en 2015, est la forme la plus commune.

En 2015, environ 15 000 producteurs étaient déjà certifiés par UTZ dans le cadre du programme étudié. Un système de gestion interne (*Internal Management System, IMS*) décentralisé a été mis en place par les deux entreprises ; il s'articule avec les structures du système de commercialisation de la LBC qui s'étendent jusqu'aux villages. Ainsi, il y a des coordinateurs de l'IMS à chaque niveau de la filière. Dans cette structure hiérarchique, les agents cadres contrôlent entre autres les officiers techniques de l'IMS qui agissent au niveau de la communauté de planteurs. Très souvent, ces officiers sont de jeunes Ghanéens récemment diplômés en agronomie qui ont une bonne connaissance locale.

L'IMS étant un nouveau système pour l'ETN de transformation et la LBC, elles coopèrent avec l'ONG néerlandaise Solidaridad qui est spécialisée dans le soutien du secteur privé pour la mise en place de projets ruraux. Cependant, le certificateur UTZ, lui aussi néerlandais, ne participe pas à la mise en œuvre des projets de certification. Il se limite au développement des standards et à la formation des personnes clés de l'IMS et du secteur. La certification d'un groupe ou d'un individu planteur est menée par des organismes de certification (*Certification Bodies, CB*) agréés par UTZ. Les gestionnaires de chaque projet de certification sélectionnent un CB pour l'audit du projet. Dans la filière du cacao au Ghana, en 2016, il y a dix CB actifs pour UTZ<sup>2</sup>.

Au niveau de la communauté des planteurs, ceux qui souhaitent participer au projet doivent se regrouper et former une société de producteurs. Ils doivent ensuite signer des contrats dans lesquels ils s'engagent à la vente de fèves uniquement à la LBC du projet. Ce n'est qu'une fois ces formalités remplies que leur formation sur les standards d'UTZ commence. Pour obtenir le certificat, les producteurs doivent se conformer à des critères économiques, sociaux et environnementaux. Pour le certificateur UTZ, la viabilité économique de la production agricole est la clé pour une durabilité à long terme. Pour cela, le code de conduite contenant des standards de production se concentre sur les compétences de gestion et les méthodes agricoles. L'enjeu majeur est également l'amélioration de la qualité et l'augmentation de la quantité de fèves produites. Le certificateur compte ainsi arriver à une production

---

2 <https://utz.org/who-we-work-with/certification-bodies/> (consulté le 08/06/17).

socialement et écologiquement durable en garantissant des produits de qualité (UTZ, 2017).

C'est le *lead farmer* de la société – tantôt élu, tantôt nommé – qui conduit la formation de son groupe. Il reçoit une formation spéciale sur les « bonnes pratiques agricoles » du standard d'UTZ et, ensuite, c'est à lui de conduire à son tour la formation deux fois par mois. De temps en temps, il reçoit le soutien des officiers techniques de l'IMS. La présence aux séances de formation est obligatoire. L'adaptation des standards ainsi que les paramètres socio-économiques des producteurs et les données sur leurs plantations sont documentés dans un *passbook*. Pour obtenir le certificat de groupe, chaque planteur de la société – dont une partie importante est illettrée – doit rendre le *passbook* renseigné à l'officier technique de l'IMS, à la fin de la saison. Quand l'officier de l'IMS considère que le groupe a véritablement progressé quant à l'adoption de nouvelles pratiques, il organise une inspection interne idéalement menée par des *lead farmers* des autres sociétés (mais on peut aussi trouver d'autres personnes clés de l'IMS pour mener ces inspections). Si le résultat est favorable, l'officier technique demande alors un premier audit externe. Des consultants du CB contracté visitent des fermes échantillonnées. Si la plupart des participants ont présenté une bonne adaptation, l'ensemble de la société reçoit le statut de certifié. S'il y a quelques cas qui ne respectent pas les exigences, le groupe ne pourra pas être validé. Il peut alors arriver que des producteurs qui échouent de façon répétée soient expulsés du groupe.

Si l'audit a été favorable, les planteurs peuvent vendre en certifié. En 2015, ils reçoivent un bonus de 8 GHS<sup>3</sup> (équivalent à environ 2 € en 2015) pour chaque sac de 64 kg de fèves certifiées. L'IMS comprend également un système de traçabilité. Les sacs des fèves produits sous label sont codifiés et sont censés rester séparés des sacs de fèves ordinaires tout le long de la chaîne de valeur jusqu'à leur transformation finale en produit chocolaté certifié<sup>4</sup>.

L'introduction des programmes de certification a donc ouvert un nouveau terrain d'intervention pour les ETN de transformation au niveau de la production. Nous pouvons constater une hybridation de

---

3 GHS (GH¢, cedi ghanéen) : devise du Ghana.

4 Le standard UTZ connaît également le système de *mass balance* où des fèves certifiées et non certifiées peuvent être mélangées.



la gouvernance de la filière dont le secteur privé exerce plus de contrôle sur la production locale. Mais quels sont les effets locaux de cette transformation ?

### 3. APERÇUS SUR LES IMPLICATIONS LOCALES DES PROGRAMMES DE CERTIFICATION

Dans le cadre du programme étudié, la production est soumise à des systèmes complexes de formation privée et de contrôle à travers des systèmes de documentation et d'audit. Le système de vulgarisation des pratiques agraires basé sur les *lead farmers* semble très approprié aux conditions des communautés très éloignées.

Ainsi, quelques producteurs ciblés constatent une augmentation tant de la qualité que de la quantité des fèves. Mais, actuellement, il manque encore des analyses coûts-avantages solides pour pouvoir tirer des conclusions sur les bénéfices pour les producteurs. Un certain impact positif de ces formations sur la qualité et la quantité des fèves semble cependant émerger. Ceci indiquerait une réponse de gouvernance privée efficace au défi d'une « intensification durable » visée par de multiples acteurs.

Pourtant plusieurs producteurs, particulièrement des femmes, se plaignent des exigences de certains standards qui demandent beaucoup d'effort physique ou de temps de travail supplémentaire. Le temps de travail a aussi augmenté significativement pour les *lead farmers* qui ne sont pas rémunérés en conséquence. Les planteurs ne sont pas consultés avant la mise en œuvre du projet et peuvent agir seulement comme des receveurs passifs. Le manque de participation dans le développement et la prise de décision concernant le projet indiquent un faible degré d'émancipation des producteurs. Et ceci se ressent aussi au niveau du fonctionnement de la société : l'organisation en groupe est très technique et limitée à la formation agricole et ne permet pas au groupe de se renforcer comme acteur collectif pour mieux défendre leurs intérêts dans la filière de cacao. En outre, l'introduction du projet a créé une nouvelle division entre membres et non membres de la société. Il y a

donc la partie de la communauté qui participe au projet et qui reçoit de multiples bénéfices et améliore sa production pendant que les autres habitants n'ont pas accès à ces ressources ce qui provoque des conflits.

Néanmoins, il semblerait que même les planteurs ciblés n'arrivent pas à sortir de la pauvreté. Même avec le bonus et la possible augmentation de la productivité, leurs revenus restent encore très faibles. Économiser pour financer l'éducation des enfants, les services de santé ou bien pour investir pour le futur reste aussi difficile qu'auparavant.

Même si les producteurs ciblés constatent qu'ils ne sentent pas une vraie amélioration de leurs conditions de vie, l'ensemble des nouveaux services, c'est-à-dire la formation, le bonus et la distribution de quelques équipements, motive les autres planteurs de la communauté à vouloir rejoindre le programme. Ainsi, très souvent, ils abandonnent les LBC auxquelles ils vendaient leurs fèves pour s'adresser à la LBC du projet certifié. On peut alors déjà observer des premières tendances de concentration dans le segment de la commercialisation interne de la filière cacaoyère au Ghana. À long terme, ceci pourrait signifier la disparition des petites LBC ghanéennes qui n'arrivent pas à mobiliser les ressources nécessaires pour mettre en place un IMS efficace.

## CONCLUSION

Au Ghana, avec les programmes de certification de production durable et leur IMS sophistiqué, les entreprises de transformation interviennent maintenant directement au niveau local de la production. Ceci mène à une hybridation de la gouvernance de la filière cacaoyère, notamment en ce qui concerne le contrôle de la production locale. La prise de fonction comme agent du développement local par les ETN de transformation peut être une réponse efficace aux défis locaux. Toutefois, cela ne s'articule pas sans le risque d'une augmentation des asymétries et des dépendances de la part du COCOBOD et des producteurs de ces puissantes entreprises.

Pour surveiller cette transformation, une meilleure réglementation des interventions privées paraît nécessaire. Comme un haut représentant de la

*World Cocoa Foundation* l'a affirmé lors d'un entretien en 2015, l'industrie considère la certification seulement comme un outil parmi d'autres pour mieux gouverner la chaîne de valeur du cacao. Les interventions futures vont certainement combiner IMS, certification et traçabilité avec de vastes programmes technologiques englobant documentation, conseils et consultation par téléphone mobile ou construction de bases de données détaillées sur les paramètres des producteurs et leurs plantations. Au sein de la chaîne de valeur du cacao au Ghana, les relations entre les acteurs et l'environnement institutionnel sont en plein bouleversement.

## RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Abdulsamad A., Frederick S., Guinn A., Gereffi G., 2015, *Pro-Poor Development and Power Asymmetries in Global Value Chains*, Center on Globalization, Governance & Competitiveness, Duke University, [en ligne]. Disponible sur : [http://www.cggc.duke.edu/pdfs/Pro-PoorDevelopment\\_and\\_PowerAsymmetries\\_inGlobalValueChains\\_Final.pdf](http://www.cggc.duke.edu/pdfs/Pro-PoorDevelopment_and_PowerAsymmetries_inGlobalValueChains_Final.pdf) (consulté le 16/02/2017).
- Cappelle J., 2008, *Towards a Sustainable Cocoa Chain Power and possibilities within the cocoa and chocolate sector. Oxfam International Research Report*, [en ligne]. Disponible sur : <https://www.oxfam.org/en/research/towards-sustainable-cocoa-chain>. (consulté le 16/02/2017).
- Cosbey A, 2015, *Policy case study – Food labelling Climate for Sustainable Growth*, CEPS Carbon Market Forum Centre for European Policy Studies Brussels, [en ligne]. Disponible sur : <http://www.ceps-ech.eu/publication/climate-sustainable-growth-food-labelling-case-study> (consulté le 16/02/2017).
- Fountain A.C., Hütz-Adams F., 2015, *Cocoa Barometer 2015*, [en ligne]. Disponible sur : <http://www.cocoabarometer.org/Download.html> (consulté le 16/02/2017).
- Ghana Cocoa Board, 2014, *45<sup>th</sup> Annual Report and Financial Statements for the Year ended 30. September 2014*, [en ligne]. Disponible sur : <https://cocobod.gh/> (consulté le 16/02/2017).
- Kolavalli S., Vigneri M., 2011, “Cocoa in Ghana: Shaping the Success of an Economy”, p. 201-217. In World Bank (ed.) : *Yes, Africa can: success stories from a dynamic continent*, Washington, D.C., USA, [en ligne]. Disponible sur [http://siteresources.worldbank.org/AFRICAEXT/Resources/258643-1271798012256/ghana\\_cocoa.pdf](http://siteresources.worldbank.org/AFRICAEXT/Resources/258643-1271798012256/ghana_cocoa.pdf) (consulté le 16/02/2017).
- World Bank, 2008, *World Development Report: Agriculture for Development* : World Bank, [en ligne]. Disponible sur : [http://www.cggc.duke.edu/pdfs/Pro-PoorDevelopment\\_and\\_PowerAsymmetries\\_inGlobalValueChains\\_Final.pdf](http://www.cggc.duke.edu/pdfs/Pro-PoorDevelopment_and_PowerAsymmetries_inGlobalValueChains_Final.pdf) (consulté le 16/02/2017).
- [www.cocobod.gh](http://www.cocobod.gh) (consulté le 16/02/2017).
- [www.marketsandmarkets.com](http://www.marketsandmarkets.com) (consulté le 16/02/2017).
- [www.utz.com](http://www.utz.com) (consulté le 16/02/2017).